

DÉVELOPPEMENT MONDIAL INTELLIGENT

Rapport sur les résultats de la conférence

RÉSUMÉ

La place de **l'enseignement supérieur**
dans l'atteinte des objectifs de
développement durable



Résumé

En avril 2016, la Fondation Aga Khan Canada (la Fondation), Universitaires sans frontières (USF) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) – avec l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada – ont convoqué la Conférence sur le **développement mondial intelligent** à la Délégation de l'imamat ismaili à Ottawa.

Les partenaires de la conférence ont posé comme prémisses que dans les pays du Sud, les établissements d'enseignement supérieur ont le potentiel extraordinaire de contribuer directement et concrètement à l'amélioration de la qualité de vie, à une croissance économique inclusive et à une bonne gouvernance, mais qu'ils ont besoin d'une attention renouvelée et d'un soutien financier et intellectuel mondial adapté pour y parvenir. La réponse à la conférence, et la vaste expérience mondiale que ses 14 séances ont mise en lumière ont validé cette prémisse.

Quelque 238 chefs de file, décideurs et praticiens mondiaux provenant de 20 pays ont participé à la conférence, y compris des représentants des gouvernements, des organisations de la société civile, du monde universitaire, de celui des affaires et des médias. De plus, 115 personnes ont visionné les discours liminaires et les séances plénières en direct sur le Web. Aux jours un et deux de la conférence, son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada, et l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre fédérale du Développement international et de la Francophonie, ont, dans le cadre de leur discours liminaire respectif, ouvert la voie à un dialogue réfléchi sur les croisements entre l'enseignement supérieur et le développement mondial. Les discours liminaires et les séances plénières sont archivés sur [vidéo archive](#).

Le programme de la conférence s'articulait autour de quatre objectifs :

- Examiner le rôle essentiel des établissements d'enseignement supérieur dans la promotion du développement économique et social durable et inclusif dans les pays du Sud
- Explorer le rôle accru que jouent les universités dans la formation de dirigeants, d'agents de changement et de citoyens informés afin de renforcer la gouvernance, la justice sociale, la culture et la croissance économique inclusive
- Examiner les diverses approches favorisant le renforcement des capacités en enseignement supérieur dans les pays du Sud
- Évaluer les efforts actuels pour recueillir la preuve de l'incidence des investissements dans l'enseignement supérieur sur le développement

La conférence a permis de dégager plusieurs thèmes et recommandations prioritaires afin de permettre à la communauté mondiale de promouvoir l'enseignement supérieur pour favoriser l'atteinte des objectifs de développement :

1. Enseignement supérieur et innovation en matière de développement

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent jouer un rôle intégral pour favoriser l'innovation en matière de développement en trouvant des façons créatives d'améliorer la qualité de vie et de bâtir des sociétés plus inclusives et bienveillantes. Il nous faut cependant miser sur de nouvelles approches, de nouveaux partenariats et de nouvelles ressources pour favoriser, mesurer et évaluer l'innovation dans un tel contexte.

Nous devons nous pencher sur un écosystème d'enseignement supérieur élargi – qui inclurait des groupes de réflexion et des établissements postsecondaires d'enseignement technique et professionnel –, un système qui favorise la création du savoir et le renforcement des capacités en collaboration avec des organisations internationales, des donateurs, des organisations non gouvernementales, des universités, des partis politiques, des associations privées, des entreprises, l'État et les médias.

14

séances

238

participants
sur place

20

pays
représentés

115

participants
sur le web



L'enseignement des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques (STEGMA) ainsi que la recherche dans ces domaines sont essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable partout dans le monde. L'innovation, les découvertes scientifiques et les avancées technologiques passent par de solides connexions avec les réseaux de connaissances mondiaux, mais l'accès aux instances mondiales et aux occasions de réseautage demeure un obstacle pour les jeunes scientifiques, universitaires et professionnels des pays du Sud.

2. Inclusion, engagement communautaire et responsabilité sociale

Comme l'a mentionné le gouverneur général, l'expérience du Canada en matière de mise en place d'établissements solides et inclusifs – y compris des établissements d'enseignement – est un processus continu d'« apprentissage par l'action », en particulier lorsqu'il s'agit d'éducation des Autochtones. Bien qu'il n'y ait pas de solution unique pour favoriser l'inclusion, la réussite passe par le leadership et l'engagement communautaire.

Les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle essentiel à jouer dans la création d'espaces inclusifs propices au dialogue, à la réflexion critique et au débat pour faire entendre différentes voix et faire valoir une multiplicité de points de vue, et pour aplanir les obstacles auxquels se heurtent les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées.

Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada.

Pour que les établissements d'enseignement supérieur contribuent de manière constructive au développement durable, ils doivent sortir de la salle de classe pour interagir activement avec les collectivités. Le concept de responsabilité sociale peut contribuer à définir le rôle des établissements d'enseignement supérieur au sein des collectivités dans lesquelles ils sont situés. Grâce à la responsabilité sociale, l'université ou le collège s'engage expressément, dans son mandat, en concentrant ses efforts de recherche et d'enseignement sur les besoins prioritaires de la collectivité.

3. La qualité compte

La ministre Bibeau a salué l'évolution des objectifs de développement durable qui se concentrent désormais sur la qualité de l'éducation et non seulement sur l'accès à l'éducation. Des stratégies pour combler le fossé entre la qualité et l'accès (ou l'élargissement du champ d'application) ont été mises en lumière tout au long de la conférence, notamment la mise à contribution des rôles complémentaires des établissements publics et privés, l'exploitation du potentiel des ressources éducatives libres et l'adoption de nouvelles approches en matière d'assurance de la qualité pour favoriser l'innovation et assurer la pertinence à l'échelle locale.



4. Possibilités d'enseignement supérieur dans des zones de conflit et des États fragiles

L'aide humanitaire n'accorde pas la priorité à l'éducation et l'assistance accordée à ce secteur fait largement abstraction des initiatives d'enseignement supérieur. Les universités et les collèges doivent relever ce défi au moyen d'approches novatrices qui permettent aux réfugiés et aux communautés vulnérables de poursuivre leur parcours pédagogique. Aussi importantes que soient les possibilités d'enseignement supérieur pour les femmes et les filles, nous ne pouvons accroître l'accès de ces dernières à l'éducation au détriment des jeunes hommes et garçons, en particulier dans des États fragiles et dans des collectivités touchées par des conflits.

5. Le continuum d'éducation

Afin d'exploiter pleinement le potentiel d'enseignement supérieur à l'appui du développement mondial durable, nous devons inscrire le concept d'éducation tertiaire dans un système qui s'étend au-delà des universités. Les établissements d'enseignement technique et professionnel – les collèges, les écoles polytechniques et autres établissements de ce genre – jouent un rôle déterminant dans ce système et dans chacune des économies et des sociétés prospères à travers le monde. Les établissements d'enseignement supérieur ne peuvent travailler en vase clos : la coopération et la coordination dans tous les secteurs sont essentielles pour assurer aux pays des ressources humaines qualifiées, un leadership éclairé et les compétences nécessaires pour aider à trouver des solutions de développement durable.

L'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre fédérale du Développement international et de la Francophonie.

Nous devons également éviter de mettre l'enseignement tertiaire en concurrence avec l'enseignement primaire et secondaire en ce qui concerne les ressources et le soutien. En fait, les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle intégral à jouer dans le renforcement des systèmes d'éducation tout au long du continuum. Les stratégies de développement, les programmes et les politiques devraient s'appuyer sur cette connexion intégrale.

6. L'enseignement supérieur, un investissement à long terme dans les établissements locaux

L'atteinte des objectifs de développement durable exige des capacités et une initiative institutionnelles locales et permanentes. La création d'établissements solides et durables est une entreprise qui s'étend sur plus d'une génération et nécessite donc de longs délais et une évolution des attentes liées à la démonstration des résultats des investissements dans l'enseignement supérieur au-delà du court terme. Elle exige également un soutien financier et intellectuel adapté : il est essentiel d'investir dans des capacités, des systèmes et des processus administratifs pour permettre à ces établissements de contribuer pleinement à la prospérité de leurs étudiants et de leurs sociétés.

7. Démonstration de l'impact

Pour mesurer l'incidence de l'enseignement supérieur sur le développement durable, nous devons changer à la fois la terminologie et les approches adoptées pour le suivi et l'évaluation. L'« impact sur le développement » suppose généralement un changement durable et à grande échelle du niveau de bien-être d'une population et de son environnement. Puisque le changement développemental dépend de la convergence de plusieurs acteurs et facteurs, il convient maintenant de mettre l'accent sur l'évaluation de la contribution – plutôt que de l'attribution.

De même, l'accent que mettent les approches actuelles sur les résultats immédiats et à court terme embrouille la réalité, car le rôle essentiel de l'enseignement supérieur dans la promotion et le soutien du développement se mesure à long terme. Compte tenu du fait que les investissements dans l'enseignement supérieur portent fruit à long terme, une réorientation vers des résultats intermédiaires, jumelée à des mesures à court terme, peut contribuer à mieux garantir la réussite à long terme.

Poursuivre la conversation sur le développement mondial intelligent

Les délégués à la conférence ont insisté sur la nécessité d'un engagement durable à l'égard de ces thèmes et ont formulé les questions suivantes pour encadrer la poursuite de la conversation :

- Comment les universités et collèges des pays du Sud peuvent-ils participer plus directement au développement social et économique des collectivités dans lesquelles ils sont situés, et de quelle autre capacité pourraient-ils avoir besoin pour y parvenir ?
- Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent-ils favoriser plus efficacement et consciemment l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes – et éliminer les obstacles d'ordre sexuel à la participation ?
- Que peuvent faire les établissements d'enseignement supérieur pour offrir aux réfugiés et aux jeunes des régions fragiles ou touchées par des conflits des possibilités de formation et d'apprentissage post-secondaires ?
- Comment les établissements d'enseignement supérieur devraient-ils définir la qualité et l'assurer, notamment compte tenu des divergences entre la qualité et l'accès ou le champ d'application ?

- Quelles méthodes, quels outils ou quelles approches pourraient renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage liés aux résultats des investissements dans l'enseignement supérieur à l'appui des objectifs de développement ?
- Comment les établissements dans les pays du Sud peuvent-ils améliorer l'accès à un enseignement technique et professionnel de qualité et pertinent ? Comment pourraient-ils utiliser l'expérience et l'expertise mondiales des collègues et écoles polytechniques pour développer des capacités et mettre en œuvre des programmes ?
- Pourquoi investir dans des établissements privés d'enseignement supérieur dans les pays du Sud ? Comment les établissements privés peuvent-ils contribuer à renforcer la qualité, la pertinence et les capacités des établissements publics ?
- De quels types de soutien et de ressources les établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud ont-ils besoin pour contribuer plus directement à l'amélioration des systèmes d'éducation primaire et secondaire dans leurs contextes opérationnels ?
- Quels types de politiques publiques ou de réformes favoriseraient un environnement plus propice à l'innovation, à la qualité et à la pertinence au sein des établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud ?
- Quels sont les mécanismes de financement susceptibles d'appuyer les différents types d'investissement pour doter les pays du Sud d'établissements d'enseignement supérieur solides, dynamiques et pertinents ?

L'enseignement supérieur constitue un investissement dans l'avenir, car il crée l'expertise, les ressources et le leadership dont toutes les sociétés ont besoin pour atteindre les objectifs mondiaux et en assurer la pérennité. De tels investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur exigent de la patience : il s'agit d'entreprises qui s'étendent sur plusieurs générations. Parallèlement, les fragilités qui se font jour partout dans le monde sont si extrêmes que nous avons besoin de toute urgence d'établissements d'enseignement supérieur dynamiques pour ancrer la réussite et endiguer l'instabilité. Ces questions qui viennent ponctuer la réflexion au terme de la conférence dressent déjà la feuille de route pour poursuivre l'engagement, mais dans l'immédiat nous devons continuer à investir dans l'enseignement supérieur de manière très réfléchie et judicieuse afin de mieux promouvoir le développement mondial durable.

À propos des commanditaires de la Conférence



AGA KHAN FOUNDATION CANADA
FONDATION AGA KHAN CANADA

« Les progrès dans les pays en développement ne sauront se poursuivre sans une constellation dynamique d'universités, de collèges et d'instituts de recherche pour ancrer la connaissance locale et l'innovation. Les établissements d'enseignement supérieur – en Afrique, en Asie et au Canada – ont joué un rôle clé dans la collaboration qui perdure depuis des décennies entre le Canada et le Réseau de développement Aga Khan afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Réunis pour la Conférence sur le développement mondial intelligent, nous sommes portés par la conviction commune que les investissements dans l'enseignement supérieur garantiront des améliorations à long terme de la qualité de vie. »

– **Khalil Z. Shariff**, directeur général,
Fondation Aga Khan Canada

Fondée en 1980, la Fondation Aga Khan Canada est un organisme de bienfaisance canadien enregistré et une agence du Réseau Aga Khan de développement, un regroupement mondial d'agences de développement dont les mandats ciblent les dimensions sociales, économiques et culturelles du développement. Actives dans 30 pays, ces agences ont pour mission commune d'améliorer les conditions de vie et les occasions offertes aux pauvres, et ce, quels que soient leur foi, leurs origines ou leur genre. Le Réseau Aga Khan de développement compte deux universités : l'Université Aga Khan et l'Université d'Asie centrale. Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.akfc.ca et le site www.akdn.org.

enseignement supérieur de qualité à l'intérieur de leurs frontières. Leurs universités doivent être en mesure de produire les experts dont ils ont besoin en inculquant à leurs étudiants des connaissances adaptées aux conditions locales et les compétences nécessaires pour résoudre les problèmes propres à leur situation socioéconomique. Universitaires sans frontières collabore depuis plusieurs années à des projets initiés par des universités en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est pour les aider à améliorer l'enseignement, la recherche et les services d'appui. La Conférence sur le développement mondial intelligent est l'occasion de démontrer le rôle primordial que peuvent jouer les universités dans l'amélioration de la vie des citoyens des pays en développement. »

– **Steven Davis**, directeur général,
Universitaires sans frontières

Universitaires sans frontières a pour mission d'aider les pays en développement à rehausser le niveau de leur enseignement universitaire pour former les spécialistes et les chercheurs dont ils ont besoin pour prospérer. Nous remplissons notre mission en dépêchant dans les pays en développement des professionnels et des universitaires bénévoles qui ont pour mandat d'appuyer les projets mis sur pied par nos partenaires. Nos bénévoles travaillent à des projets qui favorisent les compétences en enseignement et en recherche nécessaires aux soins de santé, à l'éducation, à l'agriculture, aux infrastructures, aux affaires et plus encore. Nous travaillons dans toutes les disciplines et tous les aspects de l'éducation, en plus d'aider les universités à améliorer leur administration et leurs services. Nous sommes une ONG canadienne bilingue basée à Montréal et nous dépêchons des bénévoles partout dans le monde. Pour de plus amples renseignements, visitez le site <http://www.awb-usf.org>.



AWB | USF

Academics Without Borders
Universitaires sans frontières

« Bon nombre de pays en développement à revenus faible et intermédiaire ne disposent pas des experts et des professionnels voulus pour assurer des services de base à leurs citoyens, pour faire progresser leur économie et pour mener la recherche nécessaire au développement durable. Pour éviter l'exode des cerveaux, ce qui se produit souvent lorsque les étudiants quittent leur pays d'origine pour aller étudier dans le monde développé, ces pays doivent dès maintenant offrir un



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

« Le Centre de recherches pour le développement international reconnaît depuis longtemps l'immense potentiel des établissements d'enseignement supérieur en tant que moteurs de développement économique et social, dépositaires de l'héritage culturel, centres de recherche pour l'avancement de la connaissance humaine et pôles d'innovation. Nous sommes résolu à favoriser l'accès à un enseignement supérieur et à trouver des moyens de l'intégrer

plus efficacement dans les politiques de développement, l'aide au développement, la conception des programmes et l'évaluation. Cette conférence sur le développement mondial intelligent est un puissant instrument de reconnaissance de la promesse de l'enseignement supérieur pour promouvoir l'innovation et relever les défis dans le monde en développement.»

– **Jean Lebel**, président,
Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. En réunissant les bons partenaires autour d'occasions à saisir qui sont porteuses d'impact, le CRDI aide à forger les chefs de file d'aujourd'hui et de demain et à susciter des changements positifs à grande échelle. Le CRDI a été créé en vertu d'une loi que le Parlement du Canada a adoptée en 1970 pour aider les pays en développement à trouver des solutions à leurs problèmes. En vertu de la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*, le CRDI a pour mission « de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions ». Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.crdi.ca.

Remerciements

Cette conférence a reçu l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



**Affaires mondiales
Canada**

**Global Affairs
Canada**

Comité exécutif de la Conférence

Le comité exécutif de la Conférence sur le développement mondial intelligent, sous la présidence de Greg Moran, directeur des projets spéciaux du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, conjugait les compétences des trois organisateurs et commanditaires : Maria Brunelli, Steven Davis, Carrie LaPorte, Shabana Manji, Tavinder Nijhawan, Jennifer Pepall et Corrie Young.

Rapporteurs de la Conférence

Huit jeunes boursiers et boursières ont répondu à l'appel et ont agi à titre de rapporteurs pour aider à documenter les observations et les leçons tirées des séances de la conférence, en plus d'y participer activement. Leur travail a contribué à l'élaboration du présent rapport. Le comité exécutif de la conférence remercie pour leurs contributions : Gissou Ataee, Jean-Marie Cishahayo, Alyshea Cummins, Jennifer Fieldhouse, Jose Miguel Lopez, Stephanie Melliet, Amar Nijhawan et Mariya Podayko.